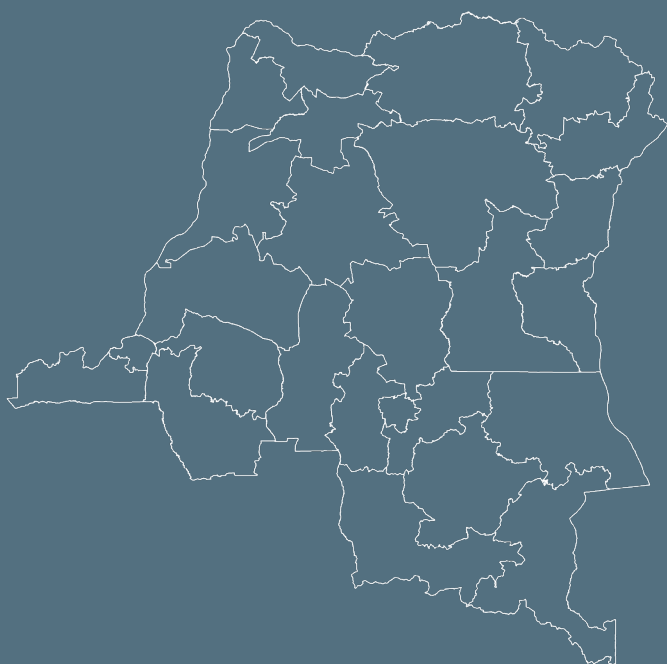


Pas de transparence, pas de confiance

Comment les communautés perçoivent l'assistance humanitaire

République démocratique du Congo • Novembre 2023



GROUND TRUTH
SOLUTIONS



unicef 



Table des matières

Contexte	2
Processus d'enquête	2
Résumé	3
1. Les communautés ne se sentent pas entendues	4
2. Les plaintes pour discrimination et corruption renforcent l'insatisfaction	7
3. Les transferts monétaires aident dans l'urgence... Sans permettre l'autonomie?	7
4. Le manque de transparence empêche de se projeter dans l'avenir	10
5. Les communautés se sentent abandonnées face à une insécurité importante	13
Prochaines étapes	17
Méthodologie	17

Responsables de l'enquête

Autrice principale

Cholpon Ramizova

Organisation partenaire

Victim's Hope DRC

Bukavu, RDC

Pour lire ce rapport en anglais, cliquez [ici](#).

Afin d'obtenir plus d'informations sur les programmes de GTS en République démocratique du Congo, merci de visiter notre [site](#) ou de contacter Marie-Françoise Sitnam (marie-francoise@groundtruthsolutions.org).

Contexte

Réputée pour sa culture dynamique, sa diversité linguistique et ses importantes ressources naturelles, la République démocratique du Congo (RDC) fait honneur à son surnom de « cœur de l'Afrique ». Pourtant, malgré sa richesse culturelle et ses avantages géostratégiques, le pays détient l'un des PIB les plus bas au monde, soit 73 % de sa population vivant dans l'extrême pauvreté¹. Aujourd'hui, son système de santé défaillant peine à contenir les épidémies de choléra, de malaria et de rougeole, tout en devant lutter contre le virus Ebola et le retour de la peste bubonique².

Ces dernières années, dans les provinces de l'Est, l'évolution vers des conflits plus localisés a fait de ces provinces l'épicentre de la violence des groupes armés. Depuis mars 2022, plus de 3,3 millions de personnes ont été déplacées dans la province de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, faisant passer le nombre total de personnes déplacées dans ces trois provinces à 5,6 millions en tout³. Depuis octobre 2023, la reprise et l'intensification des affrontements dans le Nord-Kivu a obligé les personnes à fuir de chez elles, et l'on prédit déjà d'autres mouvements de population⁴ à venir. Selon le rapport de l'Organisation Internationale pour les Migrations, 33 % de la population du Nord-Kivu est actuellement déplacée⁵.

Pour répondre à des besoins en forte et en rapide augmentation, la réponse humanitaire a renforcé ses opérations, et son étendue dans les territoires de l'Est de la RDC en juin 2023. L'objectif était de répondre aux pénuries alimentaires, de protéger les populations vulnérables (y compris celles exposées aux violences fondées sur le genre) affectées par les conflits et d'éviter la propagation de maladies transmissibles⁶. Le financement actuel de la réponse ne s'élève qu'à 37 %, l'un des plus bas taux de soutien envers les efforts humanitaires en RDC ces dernières années⁷.

Processus

Ground Truth Solutions aide les organisations humanitaires en RDC à écouter et à tenir compte de ce que pensent les communautés affectées par les crises. Pour ce faire, nous combinons la collecte de données quantitatives et qualitatives, le dialogue et le plaidoyer avec l'ensemble des parties concernées par la réponse humanitaire.

En juillet 2023, nous avons échangé avec 1134 personnes dans les provinces orientales de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu (c'est-à-dire le cœur de la réponse humanitaire) afin de saisir la manière dont elles percevaient l'assistance reçue. Notre échantillon comprenait des personnes déplacées internes (PDI) au sein de camps ou en dehors des camps, des personnes retournées, et des membres des communautés hôtes. Ce rapport présente les résultats de notre deuxième enquête de perception, une étude conduite en collaboration avec Victim's Hope DRC. La première enquête avait été effectuée en octobre 2022, et le rapport correspondant est disponible sur notre site.

Notre méthodologie complète est présentée à la fin de ce rapport.

- ¹ Concern Worldwide. Décembre 2023. « [The DRC Crisis, Explained](#) ».
- ² International Rescue Committee. 2023. « [Democratic Republic of Congo: Decades-Long Conflicts Escalate](#) ».
- ³ UN OCHA. Octobre 2023. « [Plan opérationnel pour l'est de la R.D. Congo](#) ».
- ⁴ ECHO. Octobre 2023. « [DRC Intensification of Conflict](#) ».
- ⁵ Organisation Internationale pour les Migrations. Octobre 2023. « [DRC-Countrywide Displacement Overview](#) ».
- ⁶ UN OCHA. Octobre 2023. Op. cit.
- ⁷ UN OCHA Financial Tracking Service. 2023. « [Coordinated Plan Snapshot for 2023, République Démocratique du Congo](#) ».

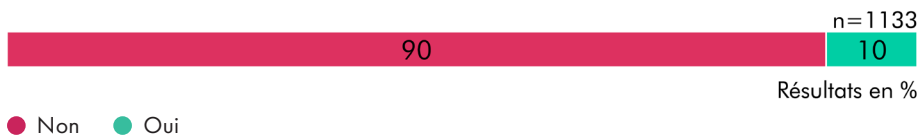
Résumé : Ce que les communautés disent de l'assistance humanitaire

- **Les communautés ne se sentent pas entendues et veulent être directement en contact avec le personnel humanitaire.** Les populations affectées par les crises en RDC n'ont pas l'impression de pouvoir prendre part aux décisions qui dictent la manière dont l'assistance humanitaire est conçue ou donnée. Elles doutent que les membres du personnel humanitaire s'intéressent réellement à elles et à leurs besoins, étant donné leur manque de présence et d'échange direct. La satisfaction quant au traitement du retour d'information et le sentiment de justice apparaissent comme étant deux facteurs clés, influençant significativement la confiance envers les acteurs et actrices humanitaires, ce qui souligne l'importance d'une communication efficace. [Voir le chapitre 1](#) pour en savoir plus.
- **Les plaintes pour discrimination et corruption renforcent l'insatisfaction.** Environ la moitié des personnes avec qui nous avons parlé estiment que l'aide est distribuée de manière injuste. Les personnes se sentent frustrées par le fait que la réponse humanitaire ne dépende que de quelques intermédiaires et autorités locales influentes, et par le manque de diversité parmi les personnes choisies pour collaborer aux processus de décision avec les humanitaires. [Voir le chapitre 2](#) pour en savoir plus.
- **Les transferts monétaires aident dans l'urgence... sans permettre l'autonomie.** Les communautés désirent des transferts monétaires et une assistance alimentaire sans conditions, et certaines personnes vendent l'assistance pour s'en sortir. Celles qui reçoivent des transferts monétaires semblent avoir une meilleure situation (au moins à court terme), mais elles ne semblent pas forcément pouvoir mieux envisager le futur. [Voir le chapitre 3](#) pour en savoir plus.
- **Le manque de transparence empêche de se projeter dans l'avenir.** Bien que les populations affectées par les crises désirent la transparence, elles ne savent pas qui est ciblé par l'assistance, où l'argent est dirigé, ou combien de temps l'aide devrait se maintenir. Cela rend les projets à long terme difficiles. [Voir le chapitre 4](#) pour en savoir plus.
- **Les communautés se sentent abandonnées face à une insécurité importante.** Au sein d'une violence grandissante, presque la moitié des personnes interrogées disent qu'elles sont victimes de menaces et de risques de manière quotidienne. Pourtant, le personnel humanitaire ne les a pas consultées concernant ces risques. Les personnes ne peuvent pas compter sur les humanitaires pour réduire ces menaces et ces risques. Ils se sentent toutefois en sécurité pour accéder à l'aide, signaler des cas d'abus ou de mauvais traitement de la part des travailleurs et travailleuses humanitaires. [Voir le chapitre 5](#) pour en savoir plus.
- **Les résultats révèlent des disparités selon les provinces.** Ces différences reflètent les défis liés aux hostilités permanentes et aux zones difficiles d'accès. Les répondant·e·s dans le Nord-Kivu et l'Ituri se sentent moins informé·e·s sur certaines questions, font face à de plus grands risques en matière de sécurité, et ont des besoins en information différents par rapport aux personnes vivant dans le Sud-Kivu.

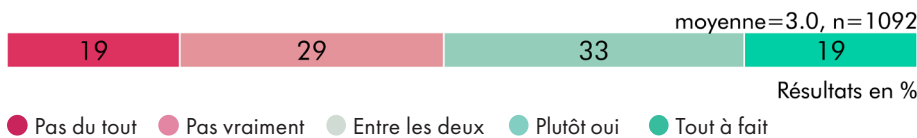
01 Les communautés ne se sentent pas entendues et veulent être directement en contact avec le personnel humanitaire

Parmi les personnes que nous avons consultées, 10 % disent qu'elles ont participé d'une manière ou d'une autre à la manière dont l'aide est fournie, suivie, ou décidée. Seule une sur quatre pense que les organisations fournissant l'assistance agissent en fonction des suggestions des communautés. Environ la moitié (48 %) ne sont toujours pas certaines de savoir comment faire des suggestions ou exprimer leurs préoccupations auprès des humanitaires, bien que 96 % de la totalité des répondant·e·s trouvent important de pouvoir le faire. Les personnes en situation de handicap répondent de façon plus négative à la question de savoir si elles sont en mesure d'exprimer des suggestions.

Avez-vous déjà participé aux décisions, à la mise en œuvre, au suivi des biens et services humanitaires ou d'une autre manière ?



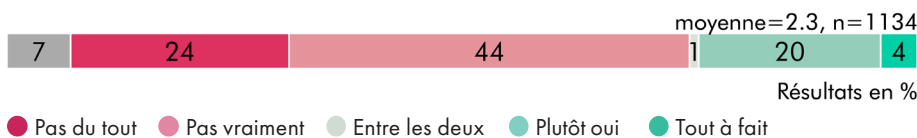
Savez-vous comment faire part de vos suggestions et préoccupations au personnel humanitaire ?



Répartition prenant en compte le handicap :



Le personnel humanitaire tient-il compte des suggestions dont votre communauté fait part ?



Une minorité (34 %) de répondant·e·s déclarent avoir fait un retour d'information aux personnes fournissant l'assistance, surtout via les boîtes à suggestions, malgré une préférence très largement partagée pour les interactions directes, en personne. La majorité (69 %) de ces personnes n'ont jamais reçu de réponse.



Il vaudrait mieux que les acteurs humanitaires consultent les membres de la communauté locale lorsqu'ils mettent l'assistance en place, afin d'éviter de semer le trouble.

– Femme, Nord-Kivu, retournée

Pour certaines, ne pas clore ce cycle du retour d'information contribue à briser le sentiment de confiance : « **Que les humanitaires soient ou non en contact direct avec les personnes déplacées sans intermédiaires, ils doivent faire un retour concernant leurs enquêtes de terrain** », expliquait un homme retourné dans le Nord-Kivu. « **Le fait que les humanitaires se limitent à des enquêtes sans rien en restituer [a pour conséquence que les personnes recevant l'assistance et les services] commencent à se désintéresser des humanitaires.** »

Avez-vous déjà fait part de suggestions ou de préoccupations concernant les biens et les services humanitaires ?



Avez-vous reçu une réponse à votre suggestion ou préoccupation ?



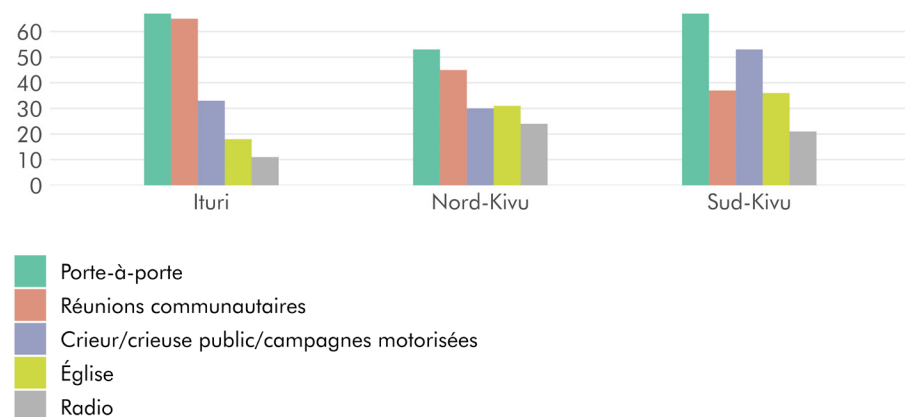
Plus de la moitié des personnes qui ont reçu une réponse sont satisfaites (60 %) de la manière dont leur avis a été traité. Près d'un quart (24 %) des personnes interrogées disent que les organisations fournissant l'assistance tiennent compte des retours des communautés, alors que 97 % d'entre elles pensent qu'il est impératif qu'elles le fassent.

Le porte-à-porte est le moyen d'information que les personnes préfèrent dans les trois provinces, viennent ensuite les réunions communautaires dans l'Ituri et le Nord-Kivu, et les crieurs publics ou crieuses publiques dans le Sud-Kivu.

Êtes-vous satisfait(e) de la réponse à votre suggestion ou préoccupation ?



Comment préférez-vous recevoir les informations ?



* La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 car les personnes interrogées pouvaient choisir plusieurs réponses



Les humanitaires doivent être honnêtes et transparents dans leurs méthodes et effectuer des visites sur place pour pouvoir vivre la réalité du terrain. Ils devraient aussi recruter de manière locale pour qu'on puisse les aider à concevoir des projets à long terme.

– Homme, Sud-Kivu, PDI

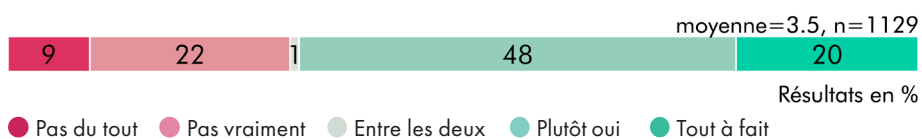
Sans surprise, les personnes ayant contribué à la prise de décision concernant la réponse humanitaire sont aussi plus informées au sujet de l'aide disponible, ce qui souligne l'importance d'une communication et d'une participation allant dans les deux sens. Mais certaines personnes sont aussi d'avis que le personnel humanitaire ne se rend pas sur les sites en personne, ou se repose trop sur les autorités locales pour gérer sa communication, ce qui conduit à des informations incomplètes ou mal interprétées concernant besoins et préférences. Selon un homme retourné, dans le Nord-Kivu, « **[des intermédiaires] corrompus, qui reçoivent des informations de la part de certaines autorités locales, trompent les humanitaires et ignorent certaines [personnes] parce qu'ils ne donnent ou ne promettent rien en échange de l'aide** ».

Les communautés veulent que les humanitaires tiennent leurs promesses, prennent en compte leurs préférences et leurs priorités, et fassent preuve de plus de transparence. Sur la question de la confiance, notre analyse démontre que la satisfaction concernant la gestion du retour d'information ainsi que les perceptions en matière de justice vont de pair avec une plus grande confiance envers la communauté humanitaire.

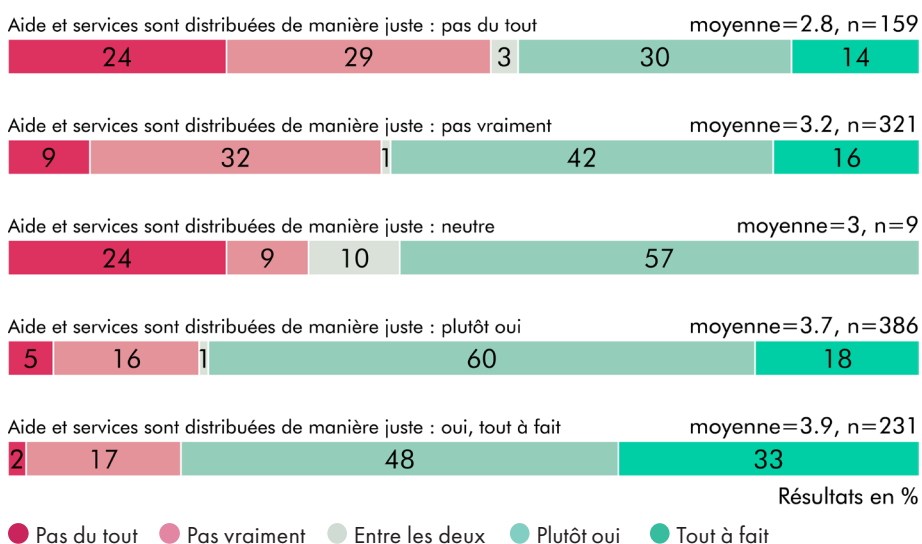
Les biens et les services sont-ils fournis de façon juste dans votre communauté ?



Faites-vous confiance aux acteurs·actrices humanitaires ?



Faites-vous confiance aux acteurs·actrices humanitaires ? (répartition par degré de justice perçu)



Ce diagramme montre les niveaux de confiance des répondants envers les acteurs·actrices humanitaires en fonction de leur perception de l'équité de l'aide. Une perception d'équité plus élevée a tendance à être associée à une confiance plus élevée envers les acteurs·actrices humanitaires.



À l'avenir, j'aimerais que les humanitaires eux-mêmes travaillent au sein de la communauté, plutôt que d'impliquer le chef du village ou les autorités locales, pour que tout le monde puisse recevoir l'assistance. Les humanitaires devraient aussi rencontrer les communautés avant de fournir l'assistance pour nous demander notre avis et avoir une idée de ce dont on a vraiment besoin.

– Femme, Sud-Kivu, membre de la communauté hôte

02 Les plaintes pour discrimination et corruption renforcent l'insatisfaction

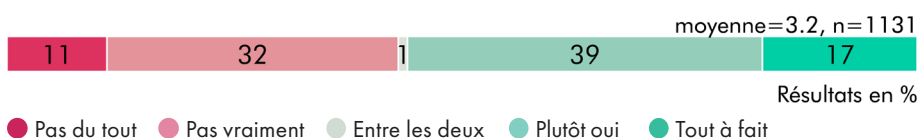
Certaines personnes interrogées (42 %) disent que l'assistance est distribuée de manière inégale. Une proportion similaire (43 %) déclare que l'aide et les services ne répondent pas à leurs besoins les plus élémentaires.

Plusieurs facteurs contribuent probablement à ces opinions, y compris :

- Une situation instable en matière de sécurité.
- Des contraintes financières : alors que la réponse avait déjà touché plus d'un tiers de la population cible dans les trois provinces en août 2023, un manque de ressources a obligé les organisations humanitaires à soutenir moins de communautés, laissant des millions de personnes sans soutien⁸.
- Des abris inadéquats, obligeant des familles à connaître une situation précaire pendant toute la saison des pluies, n'ayant rien d'autre que des branches de bois et des bâches⁹.

Au vu de ces défis, on comprend que les problèmes en matière de justice occupent une place majeure quand il s'agit de répondre à la question de savoir comment l'assistance pourrait être améliorée. Les personnes enquêtées se plaignent de pratiques discriminatoires, de corruption et d'un manque d'objectivité lors des activités d'enregistrement et de distribution, et en attribuent la responsabilité aux autorités locales et aux intermédiaires. Certaines supplient d'aider l'ensemble des membres de la communauté, d'autres suggèrent d'améliorer les critères de ciblage pour toucher les personnes qui en ont le plus besoin. « **La sélection des personnes qui reçoivent de l'aide et des services doit tenir compte de ceux qui sont effectivement déplacés, et ne pas être influencée par la corruption, qui pénaliserait les personnes réellement vulnérables** », précisait une femme membre de la communauté hôte dans le Nord-Kivu.

Les biens et les services que vous recevez répondent-ils à vos besoins les plus importants ?



03 Les transferts monétaires aident dans l'urgence... sans permettre l'autonomie

Les personnes interrogées demandent des transferts monétaires et des aides alimentaires sans conditions, certaines (40 %) vendant l'aide en échange d'autres biens alimentaires, de médicaments, de vêtements ou d'argent pour épargner des dettes. Les consultations avec les acteurs humanitaires indiquent que la vente de nourriture pour acheter d'autres produits alimentaires a pour but de diversifier les régimes alimentaires et de fournir des alternatives aux produits de base tels que la farine.



Ne sélectionnez pas seulement ceux qui sont déplacés parce que les familles hôtes ont aussi les mêmes besoins que nous. Voir une personne enregistrée et l'autre non provoquera des conflits entre voisins. On doit aider tout le monde.

– Femme, Sud-Kivu, PDI



Les organisations devraient réfléchir à mettre en place un mécanisme qui permette à toutes sortes de personnes de participer à l'aide humanitaire, parce qu'une bonne partie du temps elle n'atteint pas tous ceux qui en ont besoin.

– Homme, Sud-Kivu, PDI



Lors des distributions d'aide et d'autres services, on devrait employer des personnes qui ne sont pas de notre zone géographique pour assurer la transparence.

– Homme, Nord-Kivu, PDI



Lors des distributions, les humanitaires eux-mêmes doivent distribuer l'assistance de manière transparente sans être influencés par les autorités.

– Homme, Nord-Kivu, personne retournée

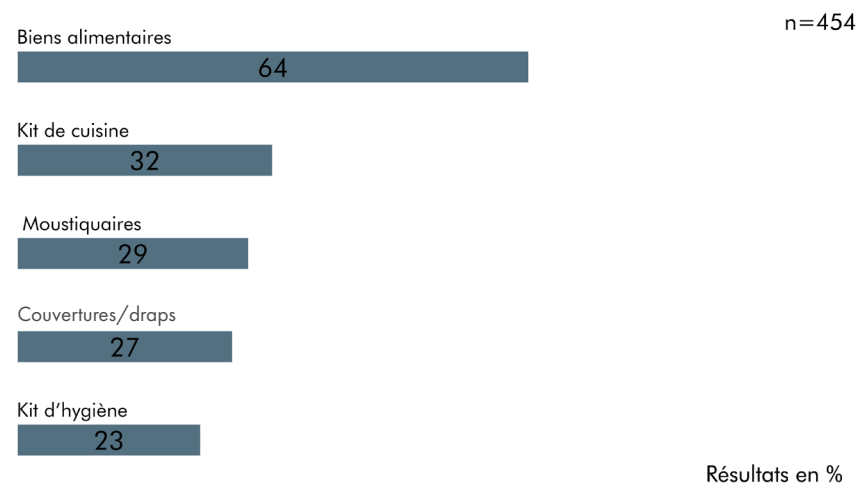
⁸ Programme alimentaire mondial. Septembre 2023. « Situation Report no. 51 ».

⁹ Ibid.

Est-ce que des membres de votre communauté vendent parfois des biens reçus des organisations humanitaires afin de couvrir leurs besoins essentiels ?

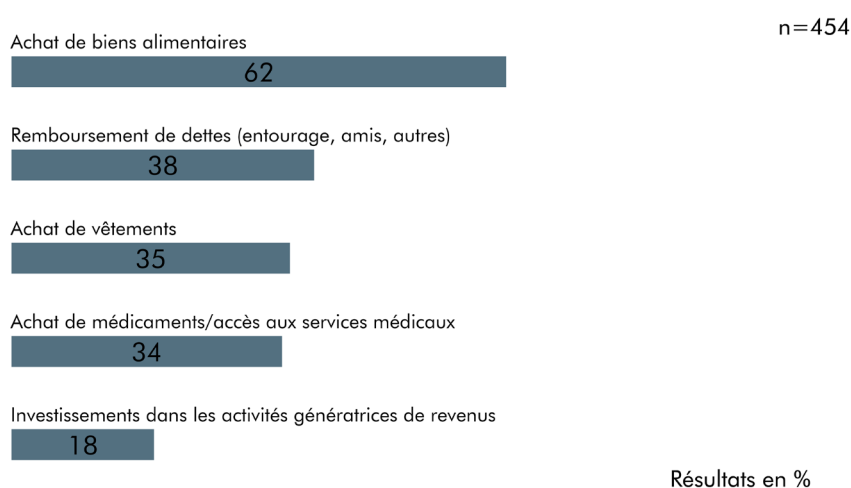


Selon vous, quels biens ont été les plus fréquemment vendus au cours des six derniers mois ?



* La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 car les personnes interrogées pouvaient choisir plusieurs réponses

Selon vous, comment est-ce que les membres de votre communauté utilisent l'argent de la vente ?

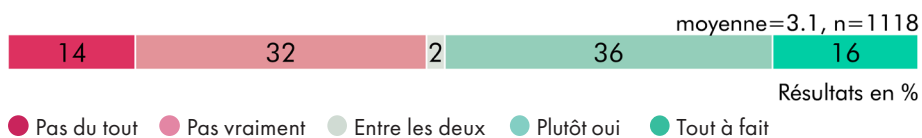


* La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 car les personnes interrogées pouvaient choisir plusieurs réponses

À peu près la moitié (46 %) estiment que l'assistance ne va pas aux personnes qui en ont le plus besoin, notant que les personnes âgées, les veufs et les veuves ainsi que les enfants non accompagnés sont souvent laissés de côté. Selon notre enquête, les personnes recevant des transferts monétaires (espèces ou coupons) sont davantage en mesure de couvrir leurs besoins. Plus l'aide qu'ils reçoivent leur paraît adaptée, plus ils la trouvent juste et bien ciblée. Il existe cependant des limites. Nos résultats ne montrent pas que les transferts monétaires améliorent les perceptions en matière d'autonomisation, par exemple, contrairement à d'autres résultats de la réponse¹⁰.

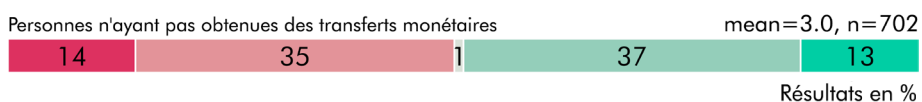
¹⁰ UN OCHA. Octobre 2023. « I'm Not Looking to Get Rich, Just Save Lives ».

Les biens et les services vont-ils aux personnes qui en ont le plus besoin ?

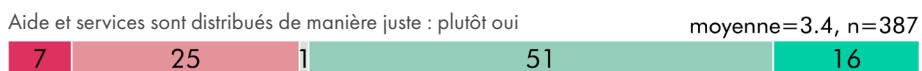
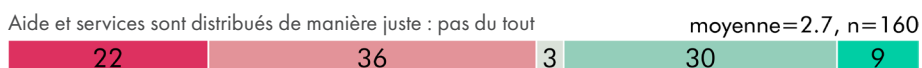


Les biens et les services que vous recevez répondent-ils à vos besoins les plus importants ?

Répartition par type d'assistance reçue :



Répartition par degré de justice perçue :



Ce diagramme montre la capacité des répondants à satisfaire leurs besoins les plus importants en fonction de leur perception de l'équité de l'aide. Un niveau d'équité plus élevé a tendance à être associé à la perception de pouvoir satisfaire les besoins les plus importants.

Répartition par perception quant au ciblage :

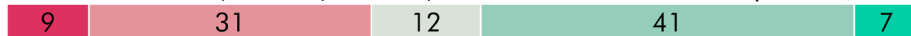
Aide et services vont aux personnes qui en ont le plus besoin : pas du tout moyenne=2.7, n=158



Aide et services vont aux personnes qui en ont le plus besoin : pas vraiment moyenne=2.9, n=371



Aide et services vont aux personnes qui en ont le plus besoin : neutre moyenne=3, n=19



Aide et services vont aux personnes qui en ont le plus besoin : plutôt oui moyenne=3.5, n=390



Aide et services vont aux personnes qui en ont le plus besoin : oui, tout à fait moyenne=3.6, n=177



Résultats en %

● Pas du tout ● Pas vraiment ● Entre les deux ● Plutôt oui ● Tout à fait

Ce diagramme montre la capacité des répondants à satisfaire leurs besoins les plus importants en fonction de leur perception quant au ciblage de l'aide. Une plus grande confiance dans la capacité de l'aide à atteindre ceux qui en ont le plus besoin a tendance à être associée à une croyance dans la satisfaction des besoins les plus importants.

04 Le manque de transparence empêche de se projeter dans l'avenir

Certaines des perceptions négatives concernant la justice, la pertinence et le ciblage reviennent à la question de l'information. Environ la moitié (46 %) ne savent toujours pas comment avoir accès à l'assistance et une minorité (30 %) ignorent encore les dates et heures des distributions. Les personnes au Sud-Kivu semblent mieux informées que celles au Nord-Kivu et en Ituri. Elles confirment avoir reçu des informations concernant les heures et les sites des distributions, mais remarquent que ce n'est pas suffisant. Le ciblage de l'assistance tient aussi une place fondamentale dans les besoins en information, en particulier dans le Nord-Kivu.

Vous sentez-vous informé-e de la manière dont vous pouvez vous inscrire pour recevoir des biens et des services et de l'endroit où vous pouvez le faire ?

moyenne=3.1, n=1125

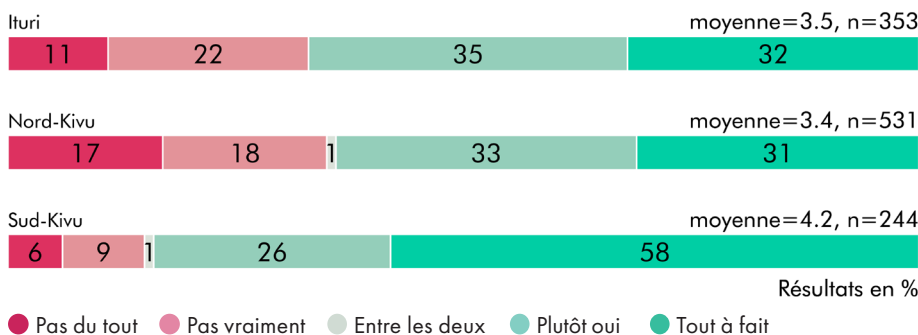


Résultats en %

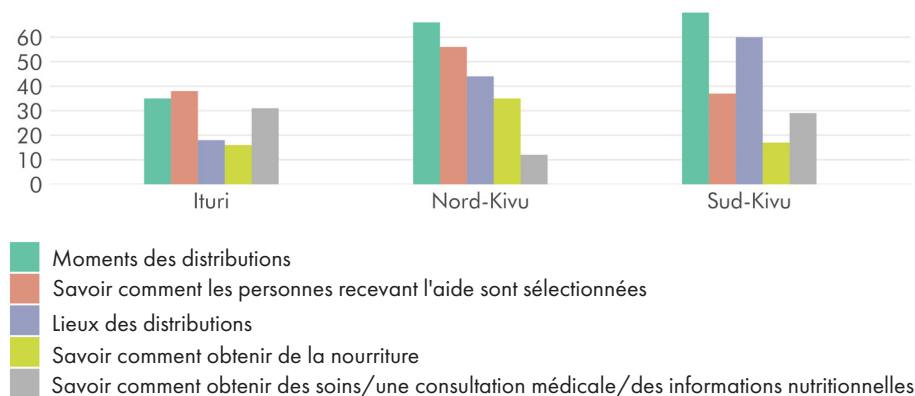
● Pas du tout ● Pas vraiment ● Entre les deux ● Plutôt oui ● Tout à fait

Vous sentez-vous informé-e des dates et heures des distributions ?

Répartition par province :



De quelles informations avez-vous besoin ?



* La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 car les personnes interrogées pouvaient choisir plusieurs réponses

Ceci pourrait être en partie lié à la question de savoir qui communique avec le personnel humanitaire : certaines personnes (41 %) ayant répondu à l'enquête ne croient pas que les leaders et leadeuses communautaires partagent les informations nécessaires portant sur les activités humanitaires. Pour reprendre les termes d'un homme membre d'une communauté hôte dans le Sud-Kivu : « **Les humanitaires devraient demander son opinion à la communauté avant de distribuer l'aide, et ne pas impliquer seulement les leaders locaux dans le processus de décision quand sont choisis les personnes qui reçoivent de l'aide, parce qu'ils ne pensent qu'à leurs familles, et pas à ceux qui ont véritablement besoin de l'aide** ».

Les PDI vivant dans des installations de fortune se sentent moins bien loties que celles vivant sur des sites officiels ou au sein de communautés hôtes.

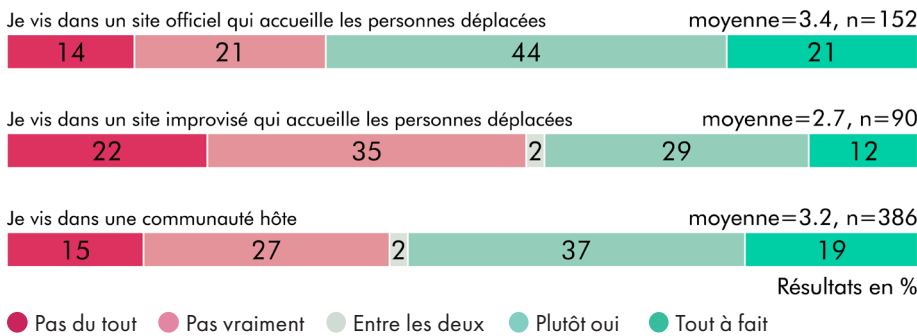
Pensez-vous que les leaders et leadeuses communautaires partagent avec vous les informations nécessaires sur les activités humanitaires ?



Continuez à nous aider, en particulier ceux d'entre nous qui sont déplacés et qui vivent sur des sites improvisés. Parce que parfois on nous oublie, et les personnes déplacées qui vivent dans des camps sont davantage privilégiées !

– Femme, Nord-Kivu, PDI

Répartition par type de site de PDI :

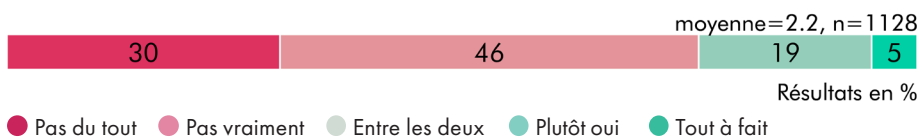


Les personnes ont besoin de transparence. Ils trouvent important de comprendre les interventions humanitaires, mais la majorité ne savent pas comment s'effectue le ciblage (82 %), comment les ressources sont allouées (75 %), ou combien de temps l'assistance devrait être maintenue (69 %). À cela s'ajoute que les perspectives d'avenir sont largement négatives : seulement 24 % des personnes ayant répondu à notre enquête estiment que l'aide les aidera à faire des projets sur le long terme, et un nombre encore plus faible (14 %) disent qu'elle les aidera à devenir autonomes.

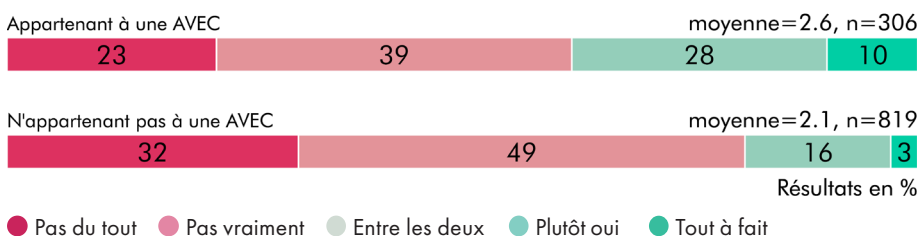
Les populations qui font partie des Associations Villageoises d'Épargne (AVEC)¹¹ se sentent davantage capables de se projeter dans l'avenir (38 %), ce qui prouve encore que la réponse gagnerait à observer et à soutenir les initiatives menées par les communautés. Si ce soutien accompagne aussi d'autres solutions, les initiatives AVEC peuvent potentiellement permettre de combler le fossé entre l'assistance d'urgence à court terme et l'autonomisation, en développant la résilience, et en favorisant la confiance et la coopération entre membres de la communauté.

On observe partout une grande demande pour des activités génératrices de revenus pour renforcer la résilience à long terme. Les communautés en Ituri demandent des aides d'ordre agricole, comme des graines et des engrais, tandis que dans le Sud-Kivu et le Nord-Kivu, c'est un accès à des programmes de formation professionnelle qu'elles demandent.

Pensez-vous que les biens et les services humanitaires dans votre communauté vous aident à élaborer des plans à long terme ?



Répartition par appartenance ou non à une AVEC :



Avez-vous le sentiment que le soutien que vous recevez vous permet de vous autonomiser ?



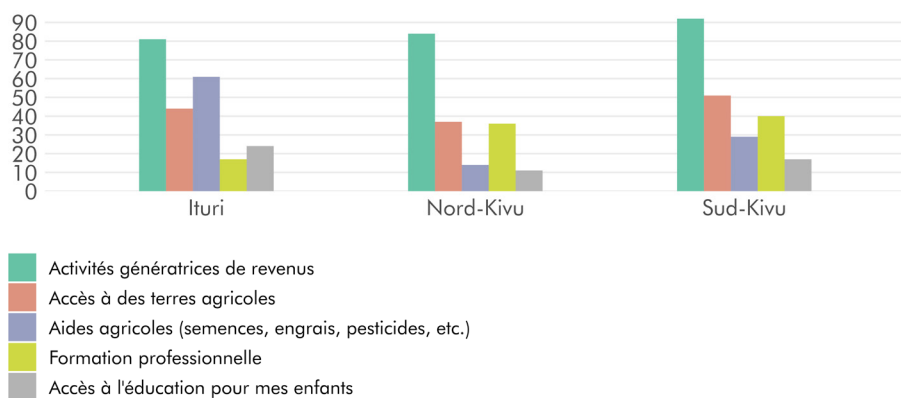
Ces acteurs humanitaires doivent tenir compte de nos priorités parce que nous souffrons beaucoup, et en premier lieu se rappeler des victimes qui n'ont ni vêtements ni abri. Et on doit nous donner des emplois et une aide qui nous permettent de faire des projets à long terme.

– Femme, Sud-Kivu, membre de la communauté hôte

¹¹ Les AVEC sont formées au niveau communautaire, et consistent en un ensemble de membres qui rassemblent leur épargne dans un fonds commun. Souvent soutenue par des programmes humanitaires de transferts monétaires, cette épargne collective est ensuite utilisée pour fournir des prêts modestes aux membres qui ont besoin d'aide financière pour des raisons diverses, par exemple pour lancer ou agrandir une petite entreprise, financer des études, ou couvrir des dépenses urgentes.

Qu'est-ce qui vous serait le plus utile pour devenir autonome ?

Répartition par province :



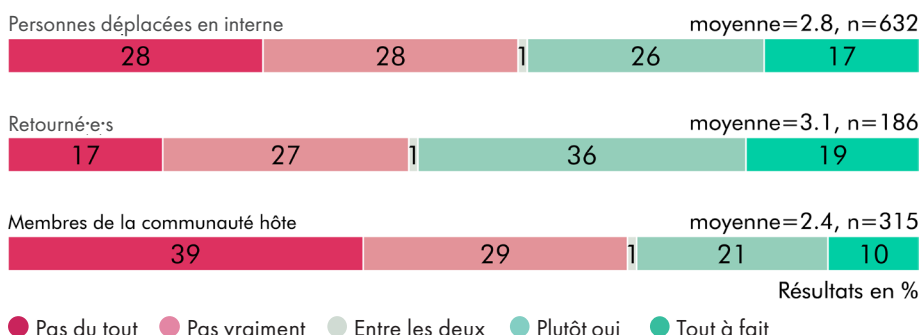
* La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 car les personnes interrogées pouvaient choisir plusieurs réponses

05 Les communautés se sentent abandonnées face à une insécurité importante

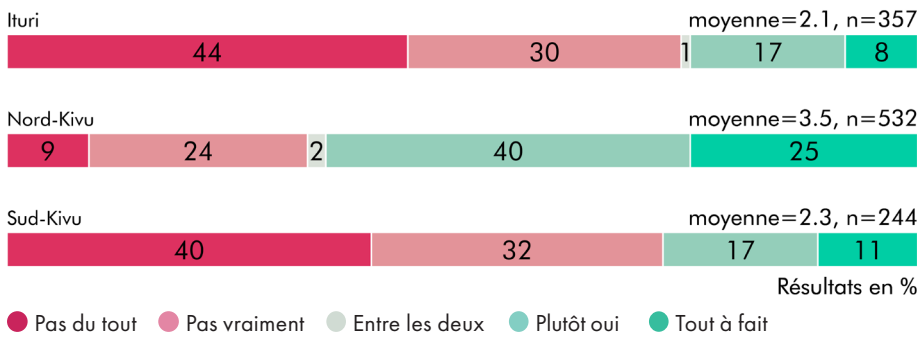
Certaines des personnes avec qui nous avons parlé (44 %) disent qu'elles sont exposées à des menaces et à des risques dans leur quotidien. Les personnes retournées et les PDI se sentent moins en sécurité que les communautés hôtes, et les personnes dans le Nord-Kivu se sentent moins en sécurité que celles d'autres provinces. La plupart (70 %) ne pensent pas que les humanitaires contribuent à réduire ces risques. Les personnes répondantes en Ituri sont les moins positives sur cette question. Bien plus de la moitié (59 %) n'ont pas été consultées au sujet de leur sécurité, les personnes vivant dans des sites de fortune étant le groupe le moins consulté. Cependant, 45 % déclarent que le personnel humanitaire les a aidées à réduire les risques par le passé, grâce au fait de répondre aux besoins essentiels, d'offrir une aide à la protection, et via des activités de sensibilisation.

Êtes-vous ou votre communauté est-elle exposé-e à des risques, des menaces de protection ou de sécurité dans votre quotidien ?

Répartition par statut :

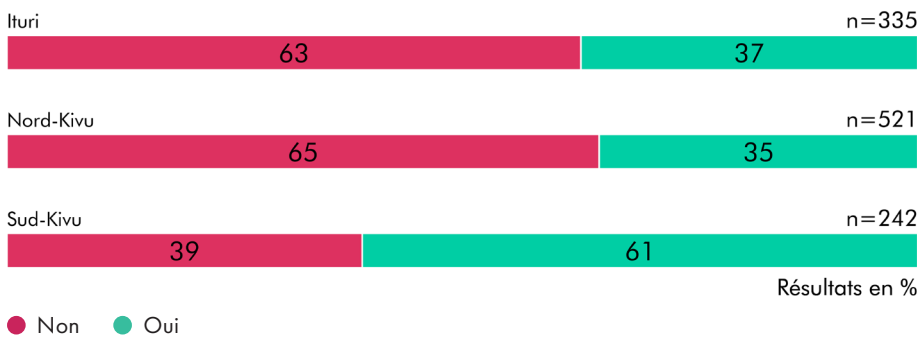


Répartition par province :

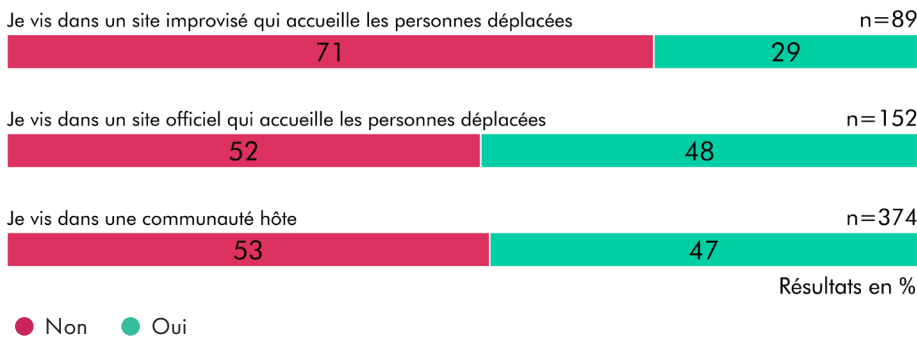


Le personnel humanitaire vous a-t-il demandé quels risques et quelles menaces vous ou votre communauté éprouviez ?

Répartition par province :

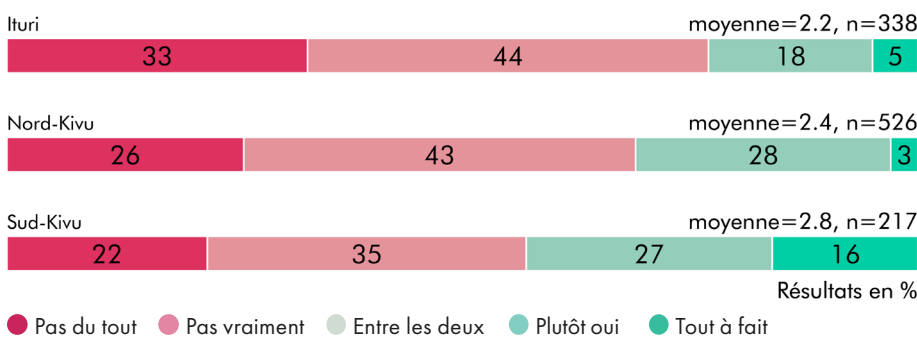


Répartition par type de site de PDI :



En général, avez-vous l'impression que les acteur·rice·s humanitaires tentent de réduire votre exposition à ces risques ?

Répartition par province :



Nos résultats à propos de sécurité, en particulier concernant les disparités entre les différentes provinces, reflètent une situation se détériorant rapidement en Ituri et au Nord-Kivu, où des affrontements et des conflits armés ont provoqué des besoins humanitaires sans précédent¹². L'UNICEF rapporte ainsi que l'est de la RDC est « l'un des pires endroits pour un enfant », détenant le record mondial de graves violations à l'égard des enfants¹³.

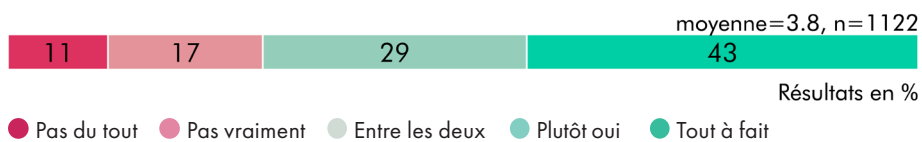
En 2023, on note également une augmentation des signalements de violence sexuelle dans la région, la réponse humanitaire alertant que le nombre de personnes ayant survécu à des violences fondées sur le genre dépassaient déjà au milieu de l'année les chiffres de 2022¹⁴. Selon l'UNFPA, les femmes et filles déplacées rapportent que le besoin de se déplacer hors des camps pour trouver un emploi ou des produits de base a empiré les choses. Certaines se tournent vers le travail du sexe pour survivre, dans un contexte où le soutien médical et psychosocial pour les survivantes d'agressions est limité¹⁵.

Quatre-vingt-cinq pour cent des personnes ayant répondu à notre enquête se sentent en sécurité lorsqu'elles accèdent au lieu d'assistance, et peu de problèmes se posent, exceptées la surfréquentation et les longues distances pour se rendre sur les sites de distribution. La plupart (72 %) se sentent en mesure de signaler des cas d'abus ou de mauvais traitement de la part du personnel humanitaire, et feraient confiance aux autorités locales, au personnel humanitaire lui-même, aux leaders et leadeuses communautaires et aux cheffes de village pour gérer ces plaintes. Il existe des différences selon les provinces : les personnes vivant en Ituri se sentent moins à l'aise pour faire un signalement de manière générale, particulièrement auprès des agents humanitaires, comparé aux autres provinces, tandis que les personnes résidant au Nord-Kivu font moins confiance à leurs chefs de village. Les répondant·es moins enclin·es à faire un signalement citaient comme raisons la crainte de représailles et le sentiment d'impuissance.

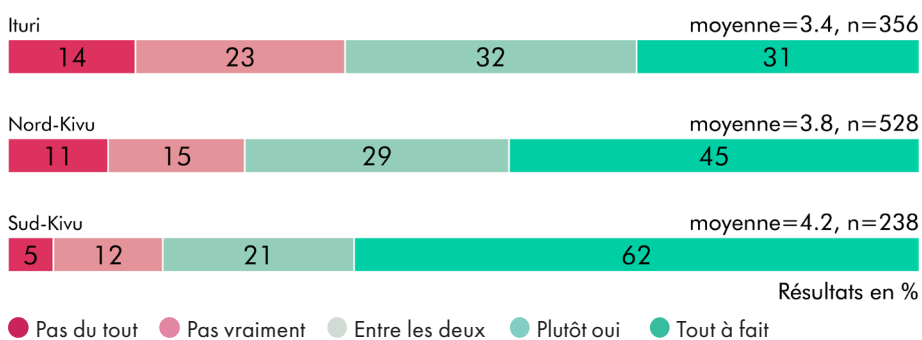
Vous sentez-vous en sécurité quand vous accédez à l'assistance humanitaire ?



Vous sentiriez-vous à l'aise de signaler des cas d'abus, de harcèlement ou de mauvais traitements de la part du personnel humanitaire ?



Répartition par province :



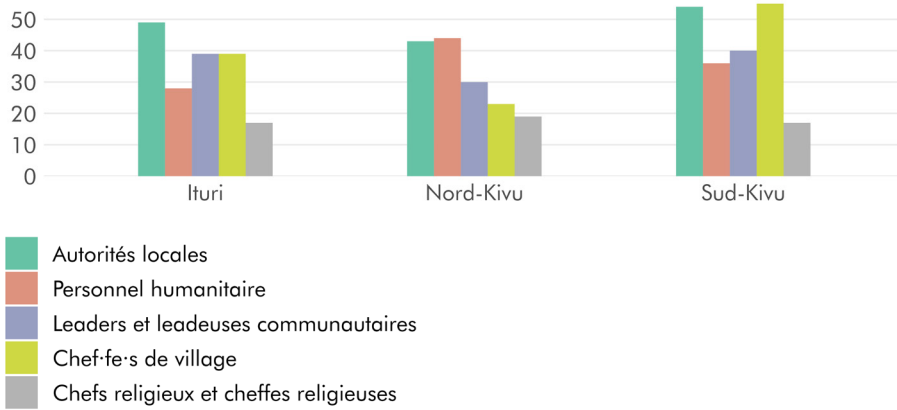
¹² UNICEF. Août 2023. « Situation Report no. 3 »

¹³ Ibid.

¹⁴ UN OCHA. Octobre 2023. Op. cit.

¹⁵ UNFPA. Septembre 2023. « D.R. Congo Situation Report: Humanitarian Response Scale up — Ituri, North Kivu and South Kivu »

À qui faites-vous confiance pour signaler des cas d'abus, de harcèlement ou de mauvais traitements de la part du personnel humanitaire ?



* La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 car les personnes interrogées pouvaient choisir plusieurs réponses

Prochaines étapes

Ce rapport fait partie d'un dialogue plus large avec les communautés et les partenaires humanitaires en RDC. Il vise à aider le personnel humanitaire à comprendre et à intégrer les perceptions des communautés dans les prises de décisions. En recourant aux indicateurs du Plan de Réponse Humanitaire¹⁶, nous suivrons les évolutions et les changements au fil du temps, apprendrons comment l'assistance est perçue de la part des communautés, et enfin saisissons les opportunités de progresser. En collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), nous avons lancé des séances de groupes de travail afin de répondre aux recommandations des communautés après l'enquête. Certains éléments d'un plan d'action sont ainsi apparus, définissant la marche à suivre pour rendre effectives les améliorations suggérées dans la manière de fournir l'assistance en 2024. Nos équipes sont également retournées dans les communautés des trois provinces pour discuter des résultats de l'enquête et des engagements pris par le personnel humanitaire pendant les séances de travail en groupe. Grâce à des groupes de discussion, nous avons obtenu des retours de la part de femmes, d'hommes, de leaders et leadeuses communautaires, ainsi que d'autres figures influentes, à propos des résultats de notre enquête et des ajustements suggérés par les humanitaires. Ce processus itératif vise à garantir que les voix des communautés guident nos contributions à la réponse humanitaire en RDC tout au long de l'année 2024.

Méthodologie

Conception de l'enquête

L'échantillon regroupe des personnes ayant reçu de l'assistance dans trois provinces de l'est de la RDC (Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu). Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), environ 90 % du nombre total de personnes déplacées (PDI, réfugié·e·s et retourné·e·s) en RDC en 2023 vivent dans ces trois provinces¹⁷.

L'échantillon a été stratifié par province et par territoire puis réparti proportionnellement selon le nombre de personnes déplacées au sein de chaque territoire, à partir des données de la Matrice de suivi des déplacements 2023 de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)¹⁸.

Nous avons seulement pris en compte les territoires recouvrant plus de 70 % des personnes ayant reçues de l'assistance, selon les données d'OCHA pour la même période.

Étant donné le grand nombre de sites de PDI et de communautés hôtes accueillant des PDI, pour chaque province, nous avons dans un premier temps échantillonné de manière aléatoire les lieux accessibles dans chacune des trois provinces. Nous avons utilisé l'échantillonnage à probabilité proportionnelle à la taille (PPT) puis sélectionné des individus au niveau des sites dans un second temps. Pour chaque localité, nous avons pour objectif de nous entretenir avec 20 personnes. L'échantillon final comptait en moyenne 22 entretiens par site.

Une fois sur les sites, les personnes chargées des entretiens ont eu recours à une approche de marche aléatoire, se rendant dans chaque n-ième logement, n étant calculé à partir du nombre de personnes recevant l'assistance dans chaque zone et de la taille de l'échantillon. Cette approche de la marche aléatoire ne peut pas toujours être appliquée de manière précise puisqu'on ne connaît pas toujours le nombre exact de personnes ayant reçues de l'aide à l'intérieur des sites.

¹⁶ UN OCHA. Octobre 2023. Op. cit.

¹⁷ UNHCR. Octobre 2023. « République Démocratique du Congo : La RDC en bref (Situation au 30 septembre 2023) ».

¹⁸ OIM. Mai 2023. « Baseline Assessment — Ituri — Round 9 » ; OIM. Juin 2023. « Baseline Assessment — Nord Kivu — Round 44 (Cycle 2) » ; OIM. Avril 2023. « Baseline Assessment - South Kivu Round 10 ».

Pondération

Nous avons utilisé des coefficients de pondération pour refléter la méthode d'échantillonnage en deux temps (prenant également en compte le nombre de personnes déplacées dans les territoires). Les coefficients de pondération ont ensuite été redressés via un ajustement proportionnel itératif par groupe d'âge et par statut, à partir des informations démographiques fournies par le Plan de Réponse Humanitaire. L'étape d'ajustement proportionnel itératif garantit que les personnes ayant répondu au sondage, une fois pondérées, représentent bien les proportions réelles de la population en fonction de leur âge et de leur statut.

Couverture et exclusion

Les territoires que nous avons initialement prévu de couvrir dans notre échantillon étaient les suivants :

- Irumu, Djugu et Mahagi, qui recouvrent 83 % des personnes dans le besoin en **Ituri**
- Nyirangongo, Oicha, Rutshuru, Masisi, Beni et Goma, qui recouvrent 80 % des personnes dans le besoin au **Nord-Kivu**
- Fizi, Kalehe, Kabare, Uvira et Walungu, qui recouvrent 77 % des personnes dans le besoin au **Sud-Kivu**.

L'accès au territoire de Rutshuru n'a pas été possible en raison de la situation d'insécurité. Cela a ramené la couverture au Nord-Kivu à 68 %.

Précision des estimations

Afin de calculer des marges d'erreurs par région, nous avons utilisé le paquet « survey » dans R, en spécifiant la conception exacte de notre enquête, telle que décrite ci-dessus. Il est à noter que la précision varie d'une question à l'autre et d'une taille d'échantillon à l'autre (puisque certaines de ces questions ne sont que des questions complémentaires, posées uniquement à un groupe donné au sein de l'échantillon).




Pour les questions que nous avons posées à toutes les répondantes, les marges d'erreurs par province allaient de 1,8 à 4,7 points pour les questions binaires (avec une moyenne de 3,7 points). Pour les questions Likert, les marges d'erreurs sur notre échelle de 1 à 5 allaient de 0,03 à 0,14 (avec une moyenne de 0,1).

Informations démographiques



Genre

-  Femmes: 628 (55%)
-  Hommes: 506 (45%)




Âge

-  18—30 ans: 358 (31%)
-  31—45 ans: 429 (38%)
-  46 ans et plus: 347 (31%)




Handicap

-  Personnes handicapées 146 (13%)
-  Personnes non handicapées 988 (87%)

Status

-  Communautés hôtes : 315 (28%)
-  Personnes déplacées à l'interne : 633 (56%)
-  Personnes retournées : 186 (16%)

Province

-  Ituri: 357 (31%)
-  Nord-Kivu: 533 (47%)
-  Sud-Kivu: 244 (22%)



Join us at groundtruthsolutions.org